

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 738

16 avril 2011

SOMMAIRE

A & A Company S.A.	35400	Lecorsier Finance S.A.	35380
All-Azimut-Azur	35423	Lusalux S.A.	35380
Borely Development S.A.	35379	Lux-Euro-Stocks	35380
Chablis S.A.	35378	Lux Foods S.A.	35400
CLC Associates S.à r.l.	35421	Marzinka S.à r.l.	35402
C.M. International S.A.	35384	Melcombe Finance S.A.	35387
COLUFI Compagnie Luxembourgeoise de Participations Financières	35386	Montaigne Investissement S.A.	35388
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A.	35385	Nyl S.A.	35422
Courtois Investissement S.A.	35387	Orco Property Group	35388
Creaction 4, SPF	35401	Pardef S.A.	35385
Dagon SPF S.A.	35386	Paritex Holding SPF S.A.	35384
Euripides S.A.	35379	Prado Investissement S.A.	35379
Euromobiliare International Fund	35390	Pretoria Investissement S.A.	35383
Ganeça S.A., SPF	35386	Real I.S. Management SA	35391
Gemea S.A.	35378	SCI DL 2	35424
Ginge - Kerr - Luxembourg S.A.	35387	Sienna S.A.	35424
Groupe Adeo & Cie Valadeo	35381	Sinbelux S.A.	35401
IMMOBRA (Luxembourg) S.A.	35382	Société Financière Saka S.A., SPF	35390
IMY S.A., SPF	35383	The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l.	35402
Jirvois Investissement S.A.	35385	Trinity Strategies S.A.	35388
JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.	35414	Urcy S.A.	35378
Jurancy Development S.A.	35381	Utopia S.A.	35382
Kirano S.A.	35401	Wilisaank SA-SPF	35382
		Wolter's Discount S.à r.l.	35384

Gemea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 2011 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049988/10/19.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 2011 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049989/10/19.

Chablis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 44.317.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 19 mai 2011 à 14.00 heures au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire tenue le 6 avril 2011 n'a pas pu délibérer sur le point 3 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 19 mai 2011 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011052621/534/16.

Prado Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 100.650.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 2011 à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049990/10/18.

Borely Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 100.653.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 2011 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049991/10/18.

Euripides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 103.044.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 mai 2011 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049992/10/18.

Lusalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 54.832.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 mai 2011* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011049993/10/18.

Lecorsier Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.760.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 mai 2011* à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des administrateurs et Commissaire aux Comptes
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050626/10/19.

Lux-Euro-Stocks, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 64.058.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le mercredi *27 avril 2011* à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 2010.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Pour l'Allemagne:

Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011047626/755/32.

Jurancy Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 128.973.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *11 mai 2011* à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050630/10/18.

Groupe Adeo & Cie Valadeo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 64.283.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *28 avril 2011* à 11.00 heures au siège social de la société, 121 avenue de la Faïencerie à L-1511 Luxembourg, en lieu et place de l'Assemblée Générale Extraordinaire précédemment convoquée pour le 7 avril 2011 à 14.00 heures en l'Etude de Maître Tom Metzler, notaire à Luxembourg, au 101, rue de Bonnevoie, L-1261 Luxembourg, puis annulée, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Instauration d'un capital autorisé à concurrence de la somme de soixante-dix-millions-vingt-et-un-mille euros (EUR 70.021.000.-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de quatre euros quatre-vingt-dix-cents (EUR 4,90.-) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.
2. Autorisation du gérant de réaliser l'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé pour une période de cinq (5) ans après la date de publication au Mémorial de la résolution adoptant le capital autorisé, avec la faculté de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentiel conformément au rapport justificatif du Gérant.
3. Modification afférente de l'article 7 des statuts.
4. Divers.

Le Gérant.

Référence de publication: 2011046189/22.

IMMOBRA (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 38.544.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 6 mai 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 6 mai 2011
2. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011051836/657/19.

Wilisaank SA-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 57.682.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on May 9, 2011 at 10.00 a.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive the Management Report of the Directors and the Report of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 2010,
- To receive and approve the annual accounts and allocation of results for the year ended December 31, 2010,
- To grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditor in respect of the execution of their mandate to December 31, 2010.
- Statutory elections,
- To fix the remuneration of the Statutory Auditor.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011052626/755/20.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 5.254.090,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 29.756.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu jeudi, le 5 mai 2011, à 10.00 heures au siège social de la société, 45, avenue J.F. Kennedy, à Luxembourg-Kirchberg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport de gestion consolidé de l'exercice 2010
2. Lecture des rapports du réviseur d'entreprises
3. Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2010
4. Affectation du résultat
5. Décharge aux administrateurs

6. Désignation du réviseur d'entreprises
7. Nominations statutaires
8. Prolongation de l'autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions
9. Divers

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée doivent, conformément à l'article 17 des statuts, déposer leurs titres pour vendredi, le 29 avril 2011 au plus tard, auprès de la Dexia Banque Internationale à Luxembourg.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions déterminées par l'article 17 des statuts; les procurations doivent être déposées auprès du siège social pour vendredi, le 29 avril 2011 au plus tard.

Pour le Conseil d'Administration

Nico SIMON / Alain Huberty

Administrateur-Délégué / Président

Référence de publication: 2011050623/6257/29.

IMY S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.786.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 mai 2011 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011052625/795/17.

Pretoria Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 128.245.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2011 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050628/10/18.

Wolter's Discount S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6693 Mertert, 20-24, route de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 133.889.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "WOLTER'S DISCOUNT S.à r.l. aufgenommen in Grevenmacher am 07. April 2011 durch Maître Joseph GLODEN, Notar mit Amtssitz in Grevenmacher, eingetragen in Grevenmacher am 08. April 2011, Relation GRE/2011/1429, geht hervor:

Die Gesellschafterversammlung beschliesst Herrn Marco RASKOB, Angestellter, geboren am 14. Februar 1973 in Bitburg (D), wohnhaft in D-54533 Oberkail, 16, Meisburgerstrasse, mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft abzuwählen.

Die Gesellschafterversammlung ernennt als zusätzlichen Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit Herrn Laurenz WOLTER, Geschäftsmann, geboren am 24. März 1969 in Trier (D), wohnhaft in D-54675 Wallendorf, Sauertalstraße 52A, zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "WOLTER'S DISCOUNT S.à r.l."

Herr Laurenz WOLTER verpflichtet die Gesellschaft in allen Fällen durch seine alleinige Unterschrift.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 12. April 2010.

Joseph GLODEN

Notar

Référence de publication: 2011051226/22.

(110057595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

C.M. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 41.453.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2011 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011048303/795/15.

Paritex Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 109.359.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2011 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011048307/795/16.

CEDEC S.A., Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 27 avril 2011 à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du réviseur sur l'exercice clos au 31 décembre 2010 et rapport de révision sur les comptes consolidés de l'exercice 2010.
2. Approbation des comptes annuels et comptes annuels consolidés au 31 décembre 2010 et affectation du résultat.
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011047614/279/17.

Jirvois Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 128.970.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2011 à 09.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050629/10/18.

Pardef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 137.850.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050631/10/19.

Ganeça S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 57.432.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 novembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 30 novembre 2010;
3. affectation des résultats au 30 novembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011050632/10/18.

COLUFI Compagnie Luxembourgeoise de Participations Financières, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 6.013.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 9 mai 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011052622/755/19.

Dagon SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 48.932.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 2011 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011052623/1031/15.

Ginge - Kerr - Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Ellange, 46, Z.A.E. Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 47.437.

—

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le mercredi 11 mai 2011 à 16.00 heures au siège de la société à Ellange, 46, Z.A.E. Le Triangle Vert, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2010;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2010;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2011052624/561/18.

Courtois Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 124.509.

—

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 avril 2011 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2011044003/10/18.

Melcombe Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 124.510.

—

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 avril 2011 à 09.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2011044004/10/18.

Trinity Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 124.511.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 avril 2011 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011044005/10/18.

Montaigne Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 89.783.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 avril 2011 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011044006/10/18.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

You are invited to attend the annual general meeting of the shareholders of the Company (hereinafter the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at Paul Eischen Restaurant, 69, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, on 28 April 2011 at 2:00 p.m., to discuss and to vote on the agenda (the "Agenda") indicated below.

The Agenda of the Annual General Meeting is the following:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the board of directors and of the auditors (réviseurs d'Entreprises) of the Company for the financial year ended 31 December 2010;
2. Presentation and approval of the statutory annual accounts for the financial year ended 31 December 2010;
3. Presentation and approval of the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2010;
4. Allocation of the financial results in relation to the financial year ended 31 December 2010;
5. Discharge to be granted to the members of the board of directors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2010;
6. Discharge to be granted to the auditors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2010;

7. Approval of an authorization granted to the Company to acquire its own shares and approval of the terms and conditions which set such authorization;
8. Acknowledgment of the resignation, as of 19 May 2010, from the Company's board of directors, of S.P.M.B. a.s., a Czech company, having its registered office at Brno, Rípská 1142/20, okres Brno-mesto, PSC 627 00, registered in the Czech Republic under number IC 46347178, represented by its permanent legal representative, Mrs. Eva Jančková;
9. Acknowledgment of the resignation, as of 1 April 2011, from the Company's board of directors, of GEOFIN a.s., a Czech company, having its registered office at Velká 2984/23 -Trimex office centrum, CZ-70200 Moravská - Ostrava, registered in the Czech Republic under number IC 25342533, represented by its permanent legal representative, Mr. Daniel Barc;
10. Acknowledgment of the resignation, as of 4 April 2011, from the Company's board of directors, of PROSPERITA INVESTICNI SPOLECNOST a.s., a Czech company, having its registered office at Ostrava, Moravská Ostrava, Nádražní 213/10, PSC 702 00 (previously 751, U Centrumu, CZ-73514, Orlova Lutyne), registered in the Czech Republic under number IC 26857791, represented by its permanent legal representative, Mr. Miroslav Kurka;
11. Decision to appoint, with no delay, Mr. Gabriel Lahyani, company director, born on 16 October 1961, residing at Via Valadier 33, 00196 - Rome, Italy, as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;*
12. Decision to appoint, with no delay, Mr. Bertrand Des Pallieres, company director, born on 22 November 1966 residing at 7, rue du Mont Blanc, 1203 Geneva, Switzerland, as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;*
13. Decision to appoint, with no delay, Mr. Richard Lonsdale-Hands, company director, born on 8 July 1953, with professional address as 25, rue Balzac, 75406 Paris Cedex 08, as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;*
14. Decision to dismiss, with no delay, PricewaterHouseCoopers, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65477, as the auditor (réviseurs d'entreprises) of the Company.
15. Decision to appoint, with no delay, an auditor (réviseurs d'entreprises) of the Company, to be proposed to the Annual General Meeting by the Board of Directors, in the event of dismissal of PricewaterHouseCoopers pursuant to the previous item of the Agenda.

*Please note that mandates of the current directors of the Company have been renewed and confirmed by the Company's general meeting of shareholders on 26 April 2010, until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012. As such, the renewal of their mandate is not on the agenda of the Annual General Meeting, and the duration of mandates of the new candidates for the Company directors is proposed accordingly.

ATTENDANCE TO THE ANNUAL GENERAL MEETING

Shareholders wishing to attend the Annual General Meeting shall notify their intent at the latest by noon (12:00 noon) on 22 April 2011, by sending an Attendance and Proxy form together with the relevant blocking certificate to:

ORCO PROPERTY GROUP

42, RUE DE LA VALLEE

L-2661 LUXEMBOURG

Tel: + 352 26 47 67 1;

Fax: + 352 26 47 67 67;

email: generalmeetings@orcogroup.com

Attendance and Proxy form: the form is available on the Company's website at www.orcogroup.com and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or to be represented at the Annual General Meeting. The Czech version of the Attendance and Proxy form is only for informational purposes and the shareholders are required to deliver always the English version.

Blocking certificate: This document (to be sent with the Attendance and Proxy form by noon on 22 April 2011) must indicate the shareholder's name, the number of shares being blocked, the date as from which such shares are blocked and the confirmation that such shares are blocked until the close of the Annual General Meeting. The Blocking Certificate shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the shares are on deposit.

For further information, visit our website: www.orcogroup.com and, in particular, the "Shareholders Corner" section.

If you need further assistance, please contact : Orco Property Group, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Tel: + 352 26 47 67 1; Fax: + 352 26 47 67 67; email: generalmeetings@orcogroup.com

Luxembourg, on 4 April 2011.

The Board of Directors of the Company .

Référence de publication: 2011046188/1273/79.

Société Financière Saka S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.670.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2011 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011048308/795/15.

EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 avril 2011 à 11 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2010
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2011
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
6. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnés ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand Duché de Luxembourg : Credem International (Lux) S.A., 10/12 Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie : Credito Emiliano S.p.A., Via Emilia S.Pietro, 4, I-42100 Reggio Emilia

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domiciliaire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société ; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, téléfax ou tout moyen similaire soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de Credito Emiliano S.p.A.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011046191/1913/38.

Real I.S. Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 141.181.

Im Jahre zweitausendelf, den 14. März, um 15.30 Uhr,
vor dem unterzeichneten Notar Camille Mines, mit Amtswohnsitz in Capellen,

hat sich anlässlich einer außerordentlichen Generalversammlung (die Generalversammlung) die Real I.S. AG Gesellschaft für Immobilien Assetmanagement, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts mit Gesellschaftssitz in der Innere Wiener Straße 17, D-81667 München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRB 132654, in ihrer Eigenschaft als Eigentümerin von 125 (einhundertfünfundzwanzig) Anteilen und somit alleiniger Aktionär (nachfolgend der Alleinige Aktionär) der Real I.S. Management SA, eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme) mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 141.181 (die Gesellschaft), eingefunden,

vertreten durch Herrn Marco BREHM, Vorstand, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche am 9. März 2011 in München ausgestellt wurde.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Camille MINES, mit dem Amtssitz in Capellen, (Großherzogtum Luxemburg), am 21. August 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 17. September 2008 unter Nummer 2272. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäß Urkunde vom 30. März 2009, aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 15. Mai 2009 unter Nummer 1015 sowie durch Urkunde aufgenommen durch Notar Camille MINES am heutigen Tage, auf dem Wege der Veröffentlichung.

Die Vollmacht bleibt, nach ne varietur Paraphierung durch den Notar und den Vertreter der Erschienenen, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft in Höhe von EUR 125.000, namentlich 125 gleichwertige Aktien mit einem Nennwert von je EUR 1.000, die in ihrer Gesamtheit von dem hier ordnungsgemäß vertretenen Alleinigen Aktionär gehalten werden, vertreten ist, ist die Generalversammlung ordnungsgemäß konstituiert und mithin in der Lage, ordnungsgemäß über alle Gegenstände der nachstehenden Beschlüsse zu befinden.

II. Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Verzicht auf Formalitätsregelungen der Einberufung;
2. Abänderung des Gesellschaftsgegenstandes und demzufolge Abänderung des vierten Artikels der Gesellschaftssatzung;
3. Abänderung von Artikel 10 der Gesellschaftssatzung;
4. Abänderung von Artikel 11 der Gesellschaftssatzung dahingehend, dass der Vorstand sich stets aus mindestens zwei Vorstandsmitglieder zusammensetzt und demzufolge Aufhebung des Verweises auf die Möglichkeit eines alleinigen Vorstandsmitglieds;
5. Abänderung von Artikel 16 der Gesellschaftssatzung dahingehend, dass der Vorstand stets zwei oder mehr Personen als Geschäftsführer (délégué à la gestion journalière) umfasst;
6. Abänderung von Artikel 17 der Gesellschaftssatzung;
7. Abänderung von Artikel 29 der Gesellschaftssatzung; und
8. Abänderung von Artikel 34 der Gesellschaftssatzung;
9. Neufassung der Gesellschaftssatzung in Anbetracht vorausgehender Punkte der Tagesordnung sowie um diese in Einklang mit den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor zu bringen.

Sodann trifft der Alleinige Aktionär folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

In Anbetracht der Tatsache, dass der Alleinige Aktionär rechtmäßig vertreten ist, beschließt die Generalversammlung auf die Formalitätsregelungen der Einberufung zu verzichten; der Alleinige Aktionär betrachtet sich als rechtmäßig geladen und bestätigt volle Kenntnis der Tagesordnung zu haben, welche ihm vorher mitgeteilt wurde.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt, den Gesellschaftszweck gemäß Artikel vier der Gesellschaftssatzung abzuändern. Der Wortlaut des vierten Artikels ist demnach folgender:

" Art. 4. Zweck der Gesellschaft.

(1) Hauptzweck der Gesellschaft ist die Erbringung von Domizilierungsdienstleistungen gemäß Artikel 29 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

Darüber hinaus ist Zweck der Gesellschaft das Erbringen von Beratungsdienstleistungen in Zusammenhang mit dem Hauptzweck der Gesellschaft. Die Beratungsdienstleistungen schließen u. a. Dienstleistungen hinsichtlich der Marktanalyse, Beratung beim Erwerb und Veräußerung der Vermögenswerte mit ein, ebenso wie Beratungsdienstleistungen, die auf den Erhalt der Substanz und des Wertes und die Wertsteigerung der jeweiligen Vermögenswerte gerichtet sind, ausschließlich des Erbringens von Investmentberatungsdienstleistungen gemäß Artikel 24 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor. Empfänger der Beratungsleistungen können auch luxemburgische Investmentfonds gleich welcher Rechtsform sein, welche sich nicht an das Publikum richten und/oder die in einer wesentlichen Verbindung zur Gesellschaft stehen.

(2) Bei den Vermögenswerten kann es sich u. a. um Grundstücke, grundstücksgleiche Rechte und Immobilien sowie um Unternehmensbeteiligungen an luxemburgischen und/oder ausländischen Gesellschaften und Investmentfonds gleich welcher Rechtsform handeln.

(3) Die Gesellschaft kann ferner alle Handlungen im Einklang mit den jeweils anwendbaren Rechtsvorschriften vornehmen, die der Ausübung dieses Gesellschaftszweckes dienlich sind."

Dritter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt Absatz 2 von Artikel zehn der Gesellschaftssatzung abzuändern.

Der Wortlaut von Artikel zehn, Absatz 2 ist demnach folgender:

"(2) Der Vorstand und der Aufsichtsrat oder, gegebenenfalls, das Alleinige Aufsichtsratsmitglied können eine Hauptversammlung einberufen. Sie sind hierzu innerhalb eines Monats verpflichtet, sofern Aktionäre, welche ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, dies schriftlich verlangen. Ein oder mehrere Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft halten, können verlangen, dass der Tagesordnung ein oder mehrere Einträge hinzugefügt werden. Die Anfrage muss der Gesellschaft mindestens 5 (fünf) Tage vor der entsprechenden Hauptversammlung übermittelt werden."

Vierter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt, Artikel elf der Gesellschaftssatzung dahingehend abzuändern, dass der Vorstand sich stets aus mindestens zwei Vorstandsmitglieder zusammensetzt, demzufolge die Möglichkeit eines alleinigen Vorstandsmitglieds aufzuheben und somit den Verweis auf das alleinige Vorstandsmitglied zu streichen.

Der Wortlaut von Artikel elf der Gesellschaftssatzung ist demnach folgender:

" **Art. 11. Geschäftsführung.** Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, welcher aus mindestens zwei Mitgliedern besteht und seine Funktion unter der Kontrolle des Aufsichtsrats (der Aufsichtsrat) ausführt."

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt, den ersten Absatz von Artikel sechzehn der Gesellschaftssatzung dahingehend abzuändern, dass der Vorstand stets zwei oder mehr Personen als Geschäftsführer (délégué à la gestion journalière) benennt.

Der Wortlaut von Absatz eins des sechzehnten Artikels der Gesellschaftssatzung ist demnach folgender:

" **Art. 16. Übertragung von Befugnissen.**

(1) Der Vorstand benennt zwei oder mehr Personen als Geschäftsführer (délégué(s) à la gestion journalière), seien sie Aktionär oder nicht, Vorstandsmitglied oder nicht, die nicht dem Aufsichtsrat angehören dürfen, welche umfassende Vertretungsmacht haben, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft betreffen, sowie alle Geschäfte im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Namen der Gesellschaft ausführen."

Sechster Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt Artikel siebzehn der Gesellschaftssatzung abzuändern.

Der Wortlaut von Artikel siebzehn ist demnach folgender:

" **Art. 17. Verbindliche Unterschriften.** Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift (i) von zwei Vorstandsmitgliedern, oder (ii) eines Vorstandsmitglieds und eines Geschäftsführers der täglichen Geschäfte (délégué à la gestion journalière)."

Siebter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt Artikel neunundzwanzig der Gesellschaftssatzung abzuändern.

Der Wortlaut von Artikel neunundzwanzig ist demnach folgender:

" **Art. 29. Externer Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises).**

(1) Die Geschäfte der Gesellschaft werden in Einklang mit Artikel 22 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor von einem oder mehreren unabhängigen, externen Wirtschaftsprüfern (réviseur d'entreprises) geprüft.

(2) Der oder die Wirtschaftsprüfer werden gemäß Artikel 22 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor von dem Vorstand der Gesellschaft ernannt."

Achter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt Artikel vierunddreißig der Gesellschaftssatzung abzuändern.

Der Wortlaut von Artikel vierunddreißig ist demnach folgender:

" **Art. 34. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen.** Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung und das abgeänderte Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor."

Neunter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt die Neuverfassung der Gesellschaftssatzung in Anbetracht vorausgehender Beschlüsse sowie um die Gesellschaftssatzung in Einklang mit den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor zu bringen.

Der Wortlaut der Gesellschaftssatzung ist demnach folgender:

" Art. 1. Form und Bezeichnung.

(1) Es besteht hiermit eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung "Real I.S. Management SA" (die Gesellschaft).

(2) Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär (der Alleinige Aktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft wird nicht durch Zahlungsunfähigkeit, Liquidation oder Insolvenz des Alleinigen Aktionärs aufgelöst.

(3) Jeder Verweis auf die Aktionäre in der Satzung der Gesellschaft (die Satzung) ist ein Verweis auf den Alleinigen Aktionär der Gesellschaft, solange und soweit die Gesellschaft nur einen Alleinigen Aktionär hat.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft.

(1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Dieser kann durch einfachen Beschluss des Vorstands der Gesellschaft (der Vorstand) innerhalb der Gemeindegrenzen von Luxemburg-Stadt verlegt werden.

Sofern der Sitz der Gesellschaft in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden soll, ist ein Beschluss der Aktionäre der Gesellschaft erforderlich.

(2) Der Vorstand hat des Weiteren das Recht Betriebsstätten, Büros, Verwaltungszentren und Agenturen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland zu errichten.

(3) Wenn der Vorstand entscheidet, dass sich außerordentliche politische oder militärische Entwicklungen oder Geschehnisse ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Geschehnisse Auswirkungen auf die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland haben, kann der Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnliche Situation vollständig beendet ist. Ungeachtet einer vorübergehenden Sitzverlegung der Gesellschaft außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, behält die Gesellschaft ihre luxemburgische Nationalität und bleibt weiterhin dem luxemburgischen Recht unterworfen.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft.

(1) Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

(2) Die Gesellschaft kann durch einen, gemäß den in Artikel 10 vorgeschriebenen Bedingungen zur Satzungsänderung getroffenen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre jederzeit aufgelöst werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft.

(4) Hauptzweck der Gesellschaft ist die Erbringung von Domizilierungsdienstleistungen gemäß Artikel 29 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

Darüber hinaus ist Zweck der Gesellschaft das Erbringen von Beratungsdienstleistungen in Zusammenhang mit dem Hauptzweck der Gesellschaft. Die Beratungsdienstleistungen schließen u. a. Dienstleistungen hinsichtlich der Marktanalyse, Beratung beim Erwerb und Veräußerung der Vermögenswerte mit ein, ebenso wie Beratungsdienstleistungen, die auf den Erhalt der Substanz und des Wertes und die Wertsteigerung der jeweiligen Vermögenswerte gerichtet sind, ausschließlich des Erbringens von Investmentberatungsdienstleistungen gemäß Artikel 24 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor. Empfänger der Beratungsleistungen können auch luxemburgische Investmentfonds gleich welcher Rechtsform sein, welche sich nicht an das Publikum richten und/oder die in einer wesentlichen Verbindung zur Gesellschaft stehen.

(5) Bei den Vermögenswerten kann es sich u. a. um Grundstücke, grundstücksgleiche Rechte und Immobilien sowie um Unternehmensbeteiligungen an luxemburgischen und/oder ausländischen Gesellschaften und Investmentfonds gleich welcher Rechtsform handeln.

(6) Die Gesellschaft kann ferner alle Handlungen im Einklang mit den jeweils anwendbaren Rechtsvorschriften vornehmen, die der Ausübung dieses Gesellschaftszweckes dienlich sind.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft.

(1) Das Kapital der Gesellschaft ist auf 125.000 EUR (hundertfünfundzwanzigtausend Euro) festgesetzt, eingeteilt in 125 (einhundertfünfundzwanzig) Aktien mit einem Nennwert von je 1.000 EUR (tausend Euro).

(7) Das genehmigte Kapital ist auf 250.000 EUR (zweihundertfünfzigtausend Euro) festgesetzt, welches in 250 Aktien eingeteilt ist.

(8) Der Vorstand ist befugt das aktuelle Aktienkapital bis zur erlaubten Kapitalsumme ganz oder teilweise, während einer Zeitspanne, welche am fünften Jahrestag des Gründungstages der Gesellschaft endet, zu erhöhen.

(9) Im Falle einer Erhöhung des Aktienkapitals steht den Aktionären ein pro rata Vorzugsrecht zu, außer soweit diese auf das Vorzugsrecht verzichten.

(10) Der Vorstand ist hiermit befugt die Bezugsbedingungen, welche einer Aktienzeichnung vorangehen, festzulegen, oder er kann beschließen, die Kapitalerhöhung durch die Umwandlung von Nettogewinnen oder Reserven der Gesellschaft in Kapital ganz oder teilweise durchzuführen (einschließlich Emissionsaufgeldkonten) und die Vergabe von vollständig eingezahlten Aktien anstatt Dividenden an die Aktionäre auszuzahlen.

(11) Jedes Mal, wenn der Vorstand eine Kapitalerhöhung innerhalb des genehmigten Kapitals vornimmt, ist dieser Artikel 5 entsprechend abzuändern und der Vorstand wird gegebenenfalls die nötigen Schritte einleiten um die Ausführung und Veröffentlichung solcher Änderungen, einschließlich der Eintragung einer solchen Kapitalerhöhung und der daraus folgenden Änderungen der Satzung vor einem Notar, festzulegen.

(12) Im Falle einer Kapitalherabsetzung können, durch Rückkauf von Aktien oder anderweitig, die Anzahl der Aktien der Gesellschaft aufgrund eines Beschlusses der Hauptversammlung verringert werden, vorausgesetzt die in Artikel 10 festgesetzten Anwesenheits- und Mehrheitsbestimmungen für eine Hauptversammlung werden eingehalten.

Art. 6. Aktien.

(1) Die Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich in der Form von Namensaktien (actions nominatives) ausgegeben.

(2) Am eingetragenen Gesellschaftssitz wird ein Aktienregister geführt. Das Register enthält den Namen jedes Aktionärs, die Nennung seines Wohn- oder Geschäftssitzes, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die Summe, welche für jede von diesen bezahlt wurde, die Übereignung der Aktien und das Datum der Übereignung. Das Eigentum der Aktien resultiert aus der Eintragung im Register. Jeder Aktionär kann zu jeder Zeit in das Aktienregister Einsicht nehmen.

(3) Den Aktionären können Zertifikate dieser Einträge ausgestellt werden und solche Zertifikate, werden vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei Mitgliedern des Vorstandes unterschrieben.

(4) Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. In dem Falle, in dem eine Aktie von mehr als einer Person gehalten wird, hat die Gesellschaft das Recht der Ausführung aller Rechte, die mit dem Eigentum an der Aktie verbunden sind, aufzuheben bis eine Person als einziger Eigentümer gegenüber der Gesellschaft benannt wurde. Dasselbe gilt, im Falle eines Konflikts zwischen dem Nießbraucher (usufruitier) und dem bloßen Eigentümer (nu-propriétaire) oder zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

(5) Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien nach Maßgabe des Gesetzes zurückkaufen.

Art. 7. Übertragung der Aktien.

(1) Die Übertragung der Aktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister der Gesellschaft eingetragen wird.

(2) Für die Übertragung kann die Gesellschaft auch andere Übertragungsurkunden anerkennen, wenn diese der Gesellschaft die Einwilligung des Übertragenden und des Erwerbers zufrieden stellend bescheinigen.

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Gesellschaft.

(1) Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übernimmt der Alleinige Aktionär sämtliche Befugnisse, welche normalerweise die Hauptversammlung innehat. Im Sinne dieser Satzung müssen von der Hauptversammlung getroffene Entscheidungen oder ausgeübte Befugnisse als Entscheidungen oder Befugnisse vom Alleinigen Aktionär verstanden werden, wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat.

(2) Entscheidungen und Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs werden in einem Protokoll festgehalten.

(3) Im Falle mehrerer Aktionäre müssen sämtliche Aktionäre in der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Gesellschaft vertreten sein. Diese hat die ausgedehntesten Befugnisse, alle Geschäfte die in Zusammenhang mit der Tätigkeit der Aktionäre stehen anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 9. Jährliche Hauptversammlung der Aktionäre - Andere Aktionärsversammlungen.

(1) Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre findet in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, welcher sich in der gleichen Gemeinde befindet, am zweiten Dienstag im März jedes Jahres um 11.00 Uhr statt. Wenn es sich bei diesem Tag nicht um einen Werktag für Banken in Luxemburg handelt, wird die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag stattfinden.

(2) Die jährliche Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach absolutem und alleinigem Ermessen des Vorstands durch außerordentliche Ereignisse erfordert ist.

(3) Andere Aktionärsversammlungen der Gesellschaft können am Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben sind.

(4) Jeder Aktionär kann an der Hauptversammlung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt (i) die Aktionäre, welche an der Versammlung teilnehmen, können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) die Aktionäre können ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Versammlung mit Hilfe von solchen Mitteln gilt als persönliche Anwesenheit.

Art. 10. Einberufung, Beschlussfähigkeit, Einberufungsbekanntmachungen, Vollmacht, und Abstimmung.

(1) Die vom Gesetz vorgesehenen Regeln betreffend Einberufungsfrist und Beschlussfähigkeit finden für die Einberufung und die Abhaltung der Hauptversammlung Anwendung, außer wenn im nachfolgenden Text etwas anderes vorgesehen ist.

(2) Der Vorstand und der Aufsichtsrat oder, gegebenenfalls, das Alleinige Aufsichtsratsmitglied können eine Hauptversammlung einberufen. Sie sind hierzu innerhalb eines Monats verpflichtet, sofern Aktionäre, welche ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, dies schriftlich verlangen. Ein oder mehrere Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft halten, können verlangen, dass der Tagesordnung ein oder mehrere Einträge hinzugefügt werden. Die Anfrage muss der Gesellschaft mindestens 5 (fünf) Tage vor der entsprechenden Hauptversammlung übermittelt werden.

(3) Einberufungen erfolgen für alle Hauptversammlungen grundsätzlich schriftlich unter Nennung der Tagesordnung und sind per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem Tage der Versammlung zu versenden. Eine schriftliche Einberufung ist entbehrlich, solange alle Aktionäre darauf verzichtet haben, oder alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und kein Aktionär die Einhaltung der Einberufungsvorschriften rügt.

(4) Auf jede Aktie entfällt bei der Hauptversammlung eine Stimme.

(5) Beschlüsse werden von einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst, sofern nicht Gesetz oder Satzung etwas anderes bestimmen.

(6) Satzungsänderungen können nur von einer Hauptversammlung beschlossen werden, bei der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist, und deren Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der Satzung enthält. Ist die erste der vorgenannten Bedingungen nicht erfüllt, wird eine zweite Hauptversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften einberufen. Bei diesen beiden Versammlungen müssen die Beschlüsse durch mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Stimmenthaltungen werden nicht berücksichtigt.

(7) Die Nationalität der Gesellschaft und die Pflichten der Aktionäre können nur einstimmig durch die Aktionäre geändert bzw. erweitert werden.

(8) Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich einen Vertreter benennt, entweder per Original, Fax oder E-Mail, die mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist. Der Vertreter muss kein Aktionär sein.

(9) Die Aktionäre können schriftlich (mit einem Wahlzettel) über Beschlüsse abstimmen, welche der Hauptversammlung vorgelegt wurden, vorausgesetzt die schriftlichen Wahlzettel enthalten (i) den Namen, Vornamen, die Adresse und die Unterschrift des entsprechenden Aktionärs, (ii) die Auflistung der Aktien durch welche der Aktionär dieses Recht ausübt, (iii) die Tagesordnung, wie sie im Einberufungsschreiben dargelegt wurde sowie (iv) die Wahlvorschriften (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Punkt der Tagesordnung. Damit er berücksichtigt wird, muss die Gesellschaft das Original des Wahlzettels 72 (zweiundsiebzig) Stunden vor der entsprechenden Hauptversammlung erhalten.

(10) Das Protokoll der Hauptversammlung wird von den Mitgliedern der Leitung der Hauptversammlung unterschrieben. Wenn Entscheidungen der Hauptversammlung vor Gericht oder anderwärtig verwendet werden, müssen Kopien oder Auszüge zusätzlich vom Vorstandsvorsitzenden unterschrieben werden.

Art. 11. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, welcher aus mindestens zwei Mitgliedern besteht und seine Funktion unter der Kontrolle des Aufsichtsrats (der Aufsichtsrat) ausführt.

Art. 12. Ernennung und Enthebung von Vorstandsmitgliedern.

(1) Die Vorstandsmitglieder werden von der Hauptversammlung ernannt gemäß Satzung und Gesetz von 1915. Die Hauptversammlung legt die Anzahl der Vorstandsmitglieder fest, sowie deren Amtsdauer und Vergütung (gegebenenfalls) und darf jedes Vorstandsmitglied begründet oder unbegründet seines Amtes entheben.

(2) Die Vorstandsmitglieder werden für eine maximale Dauer von sechs Jahren gewählt und sind zur Wiederwahl berechtigt.

(3) Im Falle einer Vakanz wegen eines Todesfalles, dem Ruhestand, der Kündigung eines Vorstandsmitglieds oder aus einem anderen Grund kann die Hauptversammlung neue Vorstandsmitglieder wählen, um die vakanten Stellen zu besetzen.

(4) Im Falle einer Vakanz eines Amtes als Vorstandsmitglied wegen Tod, Ruhestand oder aus anderen Gründen, können die restlichen Vorstandsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss eine Person wählen, die diese vakante Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt, in der die endgültige Wahl durchgeführt wird.

(5) Wenn eine Rechtsperson als Vorstandsmitglied ernannt wurde (die Rechtsperson), muss die Rechtsperson eine natürliche Person als permanenten Vertreter (représentant permanent) benennen, welcher die Rechtsperson als Vorstandsmitglied gemäß Gesetz von 1915 vertreten wird.

Art. 13. Vorstandssitzungen.

(1) Der Vorstand ernennt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der Vorstandsvorsitzende). In seiner Abwesenheit können die anderen Vorstandsmitglieder (gegebenenfalls) einen anderen Vorsitzenden auf Zeit durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder wählen, welcher bei der entsprechenden Versammlung den Vorsitz übernehmen wird.

(2) Der Vorstand versammelt sich nach Einberufung durch den Vorstandsvorsitzenden am in der Einberufung benannten Ort.

(3) Jedes Vorstandsmitglied muss mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Datum einer Sitzung in Kenntnis gesetzt werden. Bei Gefahr im Verzug ist es ausreichend, die Umstände, die zur Einberufung geführt haben, kurz in der Einberufung der Sitzung zu erläutern.

(4) Eine solche schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Vorstandsmitglieder bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung jedes Vorstandsmitglieds per Original, Fax oder E-Mail, welcher eine elektronische Unterschrift angefügt wurde, auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Eine Einberufung für Sitzungen, welche vorher zu bestimmten Zeiten und an bestimmten Orten vom Vorstand festgesetzt wurden, ist entbehrlich.

(5) Jedes Vorstandsmitglied kann sich durch ein anderes Vorstandsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder E-Mail, die mit einer nach luxemburgischen Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen ist) bei jeder Vorstandsversammlung vertreten lassen.

(6) Der Vorstand ist nur dann berechtigt Entscheidungen zu treffen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Vorstandsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten. Entscheidungen werden von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder getroffen. Die Stimme des Vorstandsvorsitzenden gibt den Ausschlag.

(7) Jedes Vorstandsmitglied kann an der Hauptversammlung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) die Vorstandsmitglieder, welche an der Versammlung teilnehmen können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) der Vorstand kann ordnungsgemäß beraten. Eine Vorstandssitzung, die mit Hilfe derartiger Kommunikationsmittel abgehalten wird, gilt als in Luxemburg durchgeführt.

(8) Ungeachtet des Vorangehenden kann ein Vorstandsbeschluss in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich gefasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Vorstandsmitgliedern von Hand oder mit einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen sind.

Art. 14. Protokoll der Vorstandssitzungen. Das Protokoll jeder Vorstandssitzung wird von allen anwesenden Vorstandsmitgliedern, welche an einer solchen Sitzung teilgenommen haben, unterschrieben. Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden zusätzlich vom Vorstandsvorsitzenden unterschrieben.

Art. 15. Befugnisse und Aufgaben des Vorstands.

(1) Der Vorstand ist befugt alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen. Alle Rechte, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz von oder Satzung der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind, fallen in den Verantwortungsbereich des Vorstands.

(2) Mindestens alle drei Monate legt der Vorstand dem Aufsichtsrat einen schriftlichen Bericht vor, in welchem der Stand der geschäftlichen Aktivitäten sowie die vorläufige Entwicklung beschrieben sind. Darüber hinaus informiert der Vorstand den Aufsichtsrat über jedes Ereignis, welches einen merklichen Einfluss auf die Situation der Gesellschaft nehmen könnte.

(3) Wenn eine Geschäftstätigkeit die Zustimmung des Aufsichtsrats benötigt und dieser die Zustimmung verweigert, kann der Vorstand die Angelegenheit der Hauptversammlung vorlegen.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Vorstand benennt zwei oder mehr Personen als Geschäftsführer (délégué(s) à la gestion journalière), seien sie Aktionär oder nicht, Vorstandsmitglied oder nicht, die nicht dem Aufsichtsrat angehören dürfen, welche umfassende Vertretungsmacht haben, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft betreffen, sowie alle Geschäfte im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Namen der Gesellschaft ausführen.

(2) Der Vorstand kann eine Person, sei sie Aktionär oder nicht, Vorstandsmitglied oder nicht, jedoch kein Aufsichtsratsmitglied, als ständigen Vertreter für eine Gesellschaft benennen, in der die Gesellschaft als Mitglied des Vorstandes

benannt wurde. Dieser ständige Vertreter wird nach seinem Ermessen handeln, jedoch im Namen und im Auftrag der Gesellschaft und kann die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Vorstandsmitglied einer solchen anderen Gesellschaft binden.

(3) Der Vorstand ist darüber hinaus befugt eine Person zu benennen, sei sie Vorstandsmitglied oder nicht, jedoch kein Aufsichtsratsmitglied, die auf jeder Ebene der Gesellschaft spezielle Aufgaben oder Aufträge erfüllen kann.

Art. 17. Verbindliche Unterschriften. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift (i) von zwei Vorstandsmitgliedern, oder (ii) eines Vorstandsmitglieds und eines Geschäftsführers der täglichen Geschäfte (délégué à la gestion journalière).

Art. 18. Haftung des Vorstands.

(1) Vorstandsmitglieder sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats und Fehler in der Geschäftsführung. Sie übernehmen hingegen keinerlei persönliche Haftung in Verbindung mit irgendeiner Verpflichtung, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind.

(2) Sie haften der Gesellschaft gegenüber gesamtschuldnerisch und jeglichem Drittem für Verletzungen der Satzung.

Art. 19. Vergütung / Entschädigung.

(1) Die Gesellschaft kann jedes Vorstandsmitglied in einem angemessenen Rahmen für Ausgaben entschädigen, welche ihm in Zusammenhang mit irgendwelchen Handlungen, Rechtsstreitigkeiten, gerichtlichen Klagen oder Gerichtsverfahren angefallen sind, bei welchen er durch seine Tätigkeit als Vorstandsmitglied der Gesellschaft eingebunden ist oder war oder, auf Anfrage, irgendeiner anderen Gesellschaft, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und durch die er nicht entschädigt werden kann, außer im Zusammenhang mit Geschäften, in denen er grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft für schuldig befunden wurde.

(2) Im Fall einer Einigung wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit Geschäften gewährleistet, bei denen die Berater der Gesellschaft die betreffende Person nicht für schuldig befinden ihre Pflicht verletzt zu haben. Das vorangehende Entschädigungsrecht schließt keine anderen Rechte aus, welche dieser Person zustehen.

Art. 20. Ernennung des Aufsichtsrats.

(1) Die Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand wird vom Aufsichtsrat überwacht. Solange die Gesellschaft einen Alleinigen Aktionär hat, kann der Aufsichtsrat aus einem einzigen Mitglied bestehen, welches nicht Aktionär der Gesellschaft sein muss (das Alleinige Aufsichtsratsmitglied). Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, wird der Vorstand von einem Aufsichtsrat überwacht, der sich aus mindestens drei Personen zusammensetzt, welche keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Das Alleinige Aufsichtsratsmitglied und die Aufsichtsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung gewählt für eine Maximaldauer von sechs Jahren und sind zur Wiederwahl berechtigt.

(2) Die Hauptversammlung wird darüber hinaus die Anzahl der Aufsichtsratsmitglieder festlegen, sowie deren Vergütung (gegebenenfalls) und Amtsdauer. Ein Aufsichtsratsmitglied kann jederzeit durch Hauptversammlungsbeschluss seines Amtes enthoben werden.

Art. 21. Aufsichtsratssitzungen.

(1) Der Aufsichtsrat ernennt einen Vorsitzenden (der Aufsichtsratsvorsitzende) unter seinen Mitgliedern und kann einen Schriftführer wählen, welcher nicht Aufsichtsratsmitglied sein muss, und welcher für die Protokollführung der Aufsichtsratssitzungen zuständig ist. Der Aufsichtsratsvorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Aufsichtsratssitzungen. In seiner/ihrer Abwesenheit wählen die restlichen anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder durch einfachen Mehrheitsbeschluss einen anderen Vorsitzenden auf Zeit, welcher den Vorsitz der entsprechenden Sitzung führt.

(2) Der Aufsichtsrat tritt auf Einberufung des Aufsichtsratsvorsitzenden an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen, so oft wie dies im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Aufsichtsratsvorsitzende muss auf Anfrage von mindestens zwei Aufsichtsratsmitgliedern oder auf Anfrage des Vorstands eine Sitzung einberufen.

(3) Jedes Aufsichtsratsmitglied muss mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem festgesetzten Sitzungstermin davon in Kenntnis gesetzt werden, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art dieser Umstände kurz in der Einberufung der Aufsichtsratssitzung erläutert werden muss.

(4) Eine derartige schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder während der Sitzung anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung vollständig informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung aller Aufsichtsratsmitglieder per Original, Fax oder Email, welche mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist), auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Die Einberufung einer Sitzung ist ebenfalls entbehrlich, wenn deren Termin und Abhaltungsort bereits in einem früheren Aufsichtsratsbeschluss festgelegt worden ist.

(5) Der Aufsichtsrat tritt mindestens alle 3 Monate oder binnen fünfzehn (15) Tagen nach Abgabe des regelmäßigen Vorstandsberichts zusammen.

(6) Der Aufsichtsrat kann Vorstandsmitglieder zu seinen Sitzungen einladen. In diesem Fall haben die Vorstandsmitglieder nur eine beratende Funktion.

(7) Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich durch ein anderes Aufsichtsratsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder Email, die mit einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen ist) bei jeder Aufsichtsratssitzung vertreten lassen.

(8) Der Aufsichtsrat ist nur dann berechtigt Entscheidungen zu treffen, wenn wenigstens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Aufsichtsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten, jedoch nur unter der Voraussetzung, dass mindestens zwei Aufsichtsratsmitglieder an der Sitzung teilnehmen. Entscheidungen werden von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer unentschiedenen Abstimmung hat der Aufsichtsratsvorsitzende eine entscheidende Stimme.

(9) Jedes Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratssitzung mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) die Aufsichtsratsmitglieder, welche an der Sitzung teilnehmen, können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) der Aufsichtsrat kann ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe solcher Mittel gilt als persönliche Anwesenheit.

(10) Ein Aufsichtsratsbeschluss kann in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich verfasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Aufsichtsratsmitgliedern mit einer handschriftlichen oder einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen sind.

Art. 22. Protokoll des Aufsichtsratssitzungen.

(1) Die Beschlüsse des Alleinigen Aufsichtsratsmitglieds werden schriftlich in einem Protokoll festgehalten, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

(2) Das Protokoll der Aufsichtsratssitzungen wird vom allen anwesenden Aufsichtsratsmitgliedern, welche an einer solchen Sitzung teilgenommen haben unterschrieben. Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden vom Aufsichtsratsvorsitzenden zusätzlich unterschrieben.

Art. 23. Befugnisse und Verpflichtungen des Aufsichtsrats.

(1) Der Aufsichtsrat kontrolliert ständig die Geschäftsführung durch den Vorstand ohne in die Geschäftsführung einzugreifen.

(2) Der Aufsichtsrat hat das Recht sämtliche Aktivitäten der Gesellschaft zu überprüfen. Am Gesellschaftssitz haben die Aufsichtsratsmitglieder Zugang zu den Geschäftsbüchern, den Konten, der Korrespondenz, den Protokollen und allgemein zu allen Unterlagen der Gesellschaft. Auf Anfrage des Aufsichtsrats erhält der Vorstand jegliche Informationen, die für die Aufsichtskontrolle der Geschäftsführung benötigt werden. Darüber hinaus kann der Aufsichtsrat in seiner Funktion beliebige Verifizierungen vornehmen oder solche verlangen.

Art. 24. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Aufsichtsrat darf einen oder mehrere seiner Mitglieder zur Durchführung einer oder mehrerer bestimmter Tätigkeiten benennen.

(2) Der Aufsichtsrat darf ebenfalls über die Bildung von Komitees innerhalb des Aufsichtsrats entscheiden. Die Zusammensetzung und die Aktivitäten derartiger Komitees wird vom Aufsichtsrat festgelegt, unter dessen Aufsicht sie handeln. Trotzdem darf der Aufsichtsrat derartigen Komitees nicht die Befugnisse, die ihm ausdrücklich durch Satzung oder Gesetz von 1915 zugeteilt sind übertragen und eine Übertragung auf ein Komitee darf nicht zu einer Minderung oder Einschränkung der Befugnisse des Vorstands führen.

Art. 25. Verpflichtung der Aufsichtsratsmitglieder.

(1) Aufsichtsratsmitglieder sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats und Fehler in der Geschäftsführung. Sie übernehmen hingegen keinerlei persönliche Haftung in Verbindung mit irgendeiner Verpflichtung, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind.

(2) Sie haften der Gesellschaft gegenüber gesamtschuldnerisch und jeglichem Dritten für Verletzungen der Satzung.

Art. 26. Mitgliedschaft des Vorstands und des Aufsichtsrats.

(1) Niemand kann gleichzeitig Vorstandsmitglied und Aufsichtsratsmitglied sein.

(2) Dennoch darf der Aufsichtsrat im Falle einer unbesetzten Stelle im Vorstand eines seiner Mitglieder benennen, um im Vorstand mitzuwirken. Während diesem Zeitraum sind die Pflichten dieser Person in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsratsmitglied aufgehoben.

Art. 27. Interessenkonflikte.

(1) Kein Vertrag oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma wird dadurch beeinträchtigt oder ungültig durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Vorstandsmitglieder, Aufsichtsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft haben, oder Vorstandsmitglied, Aktionär, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma sind.

(2) Kein Vorstandsmitglied oder Aufsichtsratsmitglied, welches als Vorstandsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma fungiert, mit der die Gesellschaft einen Vertrag eingeht oder sich anderwärtig geschäftlich verpflichtet, wird aufgrund seiner Zusammenarbeit mit einer solchen Gesellschaft oder Firma daran gehindert über solche Angelegenheiten zu beraten oder abzustimmen oder zu handeln, wenn es um solche Verträge oder Angelegenheiten geht.

(3) Falls ein Vorstands- oder Aufsichtsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches, der Gesellschaft gegenteiliges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss es den Vorstand oder Aufsichtsrat davon unterrichten und der Konflikt wird in das Sitzungsprotokoll aufgenommen. Dieses Vorstands- oder Aufsichtsratsmitglied darf an der Beratung und Entscheidung über ein solches Geschäft nicht teilnehmen. Dieses Geschäft, sowie das Interesse, das ein Vorstandsmitglied daran hat, werden den Aktionären anlässlich der nächsten Hauptversammlung mitgeteilt. Dieser Abschnitt ist nicht anwendbar auf das Alleinige Aufsichtsratsmitglied.

(4) Falls die Gesellschaft ein Alleiniges Aufsichtsratsmitglied hat, werden die Geschäfte, in denen das Alleinige Aufsichtsratsmitglied ein der Gesellschaft gegenteiliges Interesse hat in einem Protokoll festgehalten welches bei der nächsten Hauptversammlung vorgelegt wird.

(5) Falls ein Vorstandsmitglied ein persönliches und gegenteiliges Interesse an einem Geschäft hat, ist die Zustimmung des Aufsichtsrats zu diesem Geschäft erforderlich.

(6) Die drei vorhergehenden Abschnitte gelten nicht für Beschlüsse im Falle von Geschäften, die gemäß dem Fremdvergleichsgrundsatz erfolgen.

Art. 28. Bekanntgabe von Informationen. Die Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder, sowie alle anderen Personen, die aufgefordert werden an Sitzungen derartiger Verwaltungsorgane teilzunehmen, sind dazu verpflichtet keine Informationen in Verbindung mit der Gesellschaft bekanntzugeben, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, außer in Fällen, in denen eine Bekanntmachung erforderlich ist oder durch eine gesetzliche oder behördliche Verordnung, die auf Aktiengesellschaften (*sociétés anonymes*) anwendbar ist, gestattet ist oder wenn es im öffentlichen Interesse geschieht. Diese Pflicht bleibt nach Ende der Amtsdauer bestehen.

Art. 29. Externer Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'entreprises*).

(1) Die Geschäfte der Gesellschaft werden in Einklang mit Artikel 22 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor von einem oder mehreren unabhängigen, externen Wirtschaftsprüfern (*réviseur d'entreprises*) geprüft.

(2) Der oder die Wirtschaftsprüfer werden gemäß Artikel 22 des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor von dem Vorstand der Gesellschaft ernannt.

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember des Jahres.

Art. 31. Jahresabschluss.

(1) Jedes Jahr, am Ende des Finanzjahres, erstellt der Vorstand den Jahresabschluss.

(2) Spätestens einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung zusammen mit seinem Bericht und allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden dem oder den Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft vor, welche daraufhin ihren Bericht aufstellen.

Gemäß Artikel 60bis-13. des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, muss der Vorstand obige Dokumente zeitgleich dem Aufsichtsrat vorlegen, welcher der Hauptversammlung, bzw. dem alleinigen Aktionär, seine Beobachtungen in Bezug auf den Bericht des Vorstands sowie auf die Bilanz des Geschäftsjahres mitteilt.

(3) Spätestens 15 (fünfzehn) Tage vor der jährlichen Hauptversammlung, werden die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, sowie die Berichte des Vorstands und des oder der Rechnungsprüfer(s) zusammen mit allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden am Gesellschaftssitz der Gesellschaft hinterlegt, wo sie den Aktionären zu den üblichen Geschäftszeiten zwecks Inspektion zur Verfügung stehen.

Art. 32. Verwendung der Gewinne.

(1) 5% (fünf Prozent) des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (*réserve légale*) zu verwenden. Diese Zuweisung ist nicht mehr nötig, sobald die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Kapitals der Gesellschaft, wie es in der Satzung angegeben ist, wird jedoch wieder nötig, sobald die Rücklage unter ein Zehntel fällt.

(2) Die Hauptversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Sie kann entscheiden Dividenden auszuschütten, so wie es nach ihrem Ermessen am Besten mit dem Zweck und der Politik der Gesellschaft und dem Gesetz vereinbar ist.

(3) Die Dividenden werden in Euro ausgeschüttet und können an dem Ort und der Zeit ausgezahlt werden, welche vom Vorstand bestimmt werden.

(4) Der Vorstand kann entscheiden Zwischendividenden auszuzahlen, unter der Voraussetzung, dass dies innerhalb der vom Gesetz genannten Grenzen geschieht.

Art. 33. Auflösung und Abwicklung. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen im Einklang mit den in Artikel 10 enthaltenen Bedingungen zur Satzungsänderung gefassten Beschluss der Hauptversammlung, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt (welche natürliche oder juristische Personen sein können) und welche von der Hauptversammlung benannt werden, die über eine solche Liquidation entscheidet. Diese Hauptversammlung entscheidet auch über die Befugnisse und Vergütungen der oder des Liquidatoren.

Art. 34. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung und das abgeänderte Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor."

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der gegenwärtigen Generalversammlung entstehen, werden unter Vorbehalt sämtlicher Rechte mit EUR 1.600,- bewertet und fallen zu Lasten der Gesellschaft.

WORÜBER PROTOKOLL, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem, hat die Erschienene zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Brehm, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 15 mars 2011. Relation: CAP/2011/1013. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): I. Neu.

Für gleichlautende Abschrift.

Capellen, den 24. März 2011.

Référence de publication: 2011050495/521.

(110056483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

A & A Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.037.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 26, 2011* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011048302/795/15.

Lux Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 10.770.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *27 avril 2011* à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011047640/755/18.

Kirano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 125.597.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 28 avril 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011047621/755/18.

Sinbelux S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 77.968.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 29 avril 2011 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011046199/755/18.

Creaction 4, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 77.944.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 29 avril 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011046193/755/18.

**The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Marzinka S.à r.l.).**

Capital social: USD 16.443,75.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.591.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Nielsen Holding & Finance B.V., a private limited liability company incorporated in the Netherlands whose registered office is at Diemerhof 2, 1112XL Diemen, registered with the trade register of the Chambers of Commerce under number 34229180 (the "Sole Shareholder") holds all the issued shares of the Company, being the sole shareholder of 250 ordinary shares.

The "Company" is Marzinka S.à r.l., a Luxembourg private limited liability (société à responsabilité limitée), incorporated by a notarial deed drawn up by Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 August 2010 and whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2332, page 111890 dated 29 October 2010 (the "Articles"), having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.591 and whose Articles have not been amended since.

Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The proxy form appointing the proxyholder Stéphanie HENRARD representing the Sole Shareholder has been signed *ne varietur* by the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from "Marzinka S.à r.l." to "The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 2 of the Articles of the Company so as to reflect the above decision, which shall read as follows:

" **Art. 2.** The Company's name is "The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l.""

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the subscribed capital of the Company from Euros to United States Dollars such conversion being effected at EUR 1.-= USD 1.3155 being the official exchange rate Euros against United States Dollars as fixed on close of business the day preceding the date of the shareholder's resolutions, as set on the European Central Bank website. As a result of this conversion, the share capital amounts to sixteen thousand four hundred forty-three US Dollars and seventy-five cents (USD 16,443.75).

Fourth resolution

Further to the above resolution, the Sole Shareholder resolves that the share capital amounting to sixteen thousand four hundred forty-three US Dollars and seventy-five cents (USD 16,443.75) and currently divided into two hundred and fifty (250) ordinary shares will from now on be divided into one million six hundred forty-four thousand three hundred seventy-five (1,644,375) ordinary shares having a par value of one US cent (USD 0.01-) and having the rights and restrictions as set out in the Articles.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles of the Company so as to reflect the above decision, which shall read as follows:

" **Art. 6.** The corporate capital is set at sixteen thousand four hundred fortythree US Dollars and seventy-five cents (USD 16,443.75) represented by one million six hundred forty-four thousand three hundred seventy-five (1,644,375) ordinary shares having a par value of one US cent (USD 0.01-) each."

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate the current Articles of the Company in the manner described in the sixth resolution, and in particular to change the current objects clause of the Articles which shall now read as follows:

" **3. Art. 3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1. to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2. to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3. to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4. to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5. to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6. to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any person which belongs to the same group as the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge, pledge, assignment or lien over all or part of the Company's undertaking, property, or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 1.13.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.7. to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8. to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9. to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10. to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law."

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves that the Articles of the Company are fully restated and shall now read as set out as follows (the "New Articles"):

1. Corporate form and Name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 13.4 -and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any person which belongs to the same group as the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge, pledge, assignment or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 1.13.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or

not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is set at sixteen thousand four hundred forty-three US Dollars and seventy-five cents (USD 16,443.75) represented by one million six hundred forty-four thousand three hundred seventy-five (1,644,375) ordinary shares having a par value of one US cent (USD 0.01-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers") composed of one or more A manager(s) (the "A Manager(s)") and one or more B manager(s) (the "B Manager(s)").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

- 10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;
- 10.2 if the Company has more than one Manager, any A Manager acting jointly with any B Manager;
- 10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 The dissolution of the Company or a resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators requires a resolution passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the last Friday of the following March.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by word indicating a particular class of arts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to confirm that the Company's board of managers is composed by:

- Ms. Ruth BRAND, senior relationship manager, born on 21 July 1954, in Sarnen, Switzerland, having her professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as A Manager;
- Mr. Jean-Christophe DAUPHIN, director, born on 20 November 1976, in Nancy, Francy, having his professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as A Manager; and
- Ms. Lisa Marie LONGO, vice president, born on 22 June 1958, in New York, U.S.A., having her address at 5 Glen Street, Unit 301, Greenwich, CT 06830, U.S.A, as B Manager.

Costs and Notarial deed

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1.500.-).

The Notary, who understands and speaks English, states that the present deed is written in English, followed by a French version, and that at the request of the Sole Shareholder, in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof this notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

This document having been read to the Sole Shareholder's proxyholder, who is known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, the Sole Shareholder's proxyholder and the Notary, have together signed this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Nielsen Holding & Finance B.V., une société à responsabilité limitée constituée aux Pays-Bas dont le siège social est à Diemerhof 2, 1112XL Diemen, immatriculée auprès du registre de commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro 34229180 ("Associé Unique") détenant toutes les parts sociales émises de 250 parts sociales ordinaires,

la "Société" est Marzinka S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, constituée par un acte notarié de Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, du 27 août 2010 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2332, page 111890 du 29 octobre 2010 (les "Statuts"), ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.591 et dont les Statuts n'ont pas été modifiés depuis.

L'Article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée ("Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès verbal ou rédigées par écrit.

Le formulaire de procuration désignant le mandataire Stéphanie HENRARD représentant l'Associé Unique, a été signé et validé par l'Associé Unique.

L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 et déclare et demande au Notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société de "Marzinka S.à r.l." à "The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l."

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 2 des Statuts de la Société de sorte à refléter la décision ci-dessus, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le nom de la Société est "The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l.".

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de convertir le capital souscrit de la Société d'euro en dollar américain, cette conversion ayant lieu au taux de 1 EUR = 1,3155 USD, étant le taux de change officiel euro/dollar américain tel que fixé en fin de journée le jour précédant la date des résolutions de l'Associé, tel que précisé sur le site web de la Banque Centrale Européenne. Suite à cette conversion, le capital social s'élève à seize mille quatre cent quarante-trois dollars américains et soixante-quinze centimes (USD 16.443,75).

Quatrième résolution

Suite à la décision précédente, l'Associé Unique décide que le capital social s'élevant à seize mille quatre cent quarante-trois dollars américains et soixante-quinze centimes (USD 16.443,75) et actuellement divisé en deux cent cinquante (250) parts sociales sera désormais divisé en un million six cent quarante-quatre mille trois cent soixante-quinze (1.644.375) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) et ayant les droits et restrictions prévues dans les Statuts.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des Statuts de la Société de sorte à refléter les résolutions ci-dessus, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à seize mille quatre cent quarante-trois dollars américains et soixante-quinze centimes (USD 16.443,75) représenté par un million six cent quarante-quatre mille trois cent soixante-quinze (1.644.375) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune."

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre les statuts de la Société de la manière décrite dans la sixième résolution, et en particulier de changer l'actuel article des Statuts sur l'objet social qui aura désormais la teneur suivante:

3. "Objets. Les objets de la Société sont:

3.1 D'agir en tant que société d'investissement et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, debentures, debenture stocks, obligations, ou tous autres titres émis ou garantis par toute personne et tous autres biens de toutes sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissement, et de vendre, échanger ou disposer des mêmes instruments;

3.2 De poursuivre tout commerce ou activité commerciale et acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou des dettes de toute personnes poursuivant une activité commerciale;

3.3 D'investir et négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) considèrent comme étant adapté et de prêter de l'argent et faire des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 D'emprunter, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) considèrent comme étant adapté, y compris l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qu'ils soient taxés ou non sur tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non émis, et de vendre, racheter convertir et rembourser ces titres;

3.5 D'acquérir une participation dans, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tous employés de la Société;

3.6 De s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou caution, et de fournir des sûretés, y compris la garantie et la provision de sûretés pour l'accomplissement des obligations de et le paiement de toute somme (y compris capital, principal, premiums, dividendes, intérêts, commissions, frais, rabais et tous coûts liés ou dépenses que ce soit sur des parts sociales ou sur d'autres titres ou sur d'autres titres) par toute personne y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou tout personne qui est pour l'instant associé directement ou indirectement dans la Société ou toute personne qui appartient au même group que la Société ou qui est associé avec la Société dans toute activité, avec ou sans le fait que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge, nantissement, cession ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens (présent et futur) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 1.13.6 "garantie" inclus toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (y compris par l'avance d'argent, achat ou souscription de parts sociales et autres titres et achat de biens ou de services), indemnisation ou la fait de conserver indemniser contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou d'en être responsable, de l'endettement de toute autre personne;

3.7 D'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou personnel et tout droit ou privilège dessus;

3.8 De vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et disposer de tout bien immobilier ou personnel, et/ou de tout ou partie des établissements de la Société, pour une contrepartie que le gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) considère approprié, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets (ensemble ou seul) similaires à ceux de la Société; détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 D'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, trustee ou autrement; (c) par voie ou à travers des trustees, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec d'autres personnes;

3.10 D'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Gérant Unique ou de Conseil de Gérance (selon le cas) accessoires ou concluantes pour la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou de l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans besoin d'autorisation en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

Septième résolution

L'Associé Unique décide d'une refonte complète des Statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante (les "Nouveaux Statuts"):

1. Forme sociale et Nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de "The Nielsen Company (Luxembourg) S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de

Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 La siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 En tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) Le Gérant Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 En tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément à ces Statuts – y compris l'Article 13.4 – et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets. Les objets de la Société sont:

3.1 D'agir en tant que société d'investissement et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, debentures, debenture stocks, obligations, ou tous autres titres émis ou garantis par toute personne et tous autres biens de toutes sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissement, et de vendre, échanger ou disposer des mêmes instruments;

3.2 De poursuivre tout commerce ou activité commerciale et acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou des dettes de toute personnes poursuivant une activité commerciale;

3.3 D'investir et négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) considèrent comme étant adapté et de prêter de l'argent et faire des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 D'emprunter, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) considèrent comme étant adapté, y compris l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qu'ils soient taxés ou non sur tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non émis, et de vendre, racheter convertir et rembourser ces titres;

3.5 D'acquérir une participation dans, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tous employés de la Société;

3.6 De s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou caution, et de fournir des sûretés, y compris la garantie et la provision de sûretés pour l'accomplissement des obligations de et le paiement de toute somme (y compris capital, principal, premiums, dividendes, intérêts, commissions, frais, rabais et tous coûts liés ou dépenses que ce soit sur des parts sociales ou sur d'autres titres ou sur d'autres titres) par toute personne y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou tout personne qui est pour l'instant associé directement ou indirectement dans la Société ou toute personne qui appartient au même group que la Société ou qui est associé avec la Société dans toute activité, avec ou sans le fait que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge, nantissement, cession ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens (présent et futur) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 1.13.6 "garantie" inclus toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (y compris par l'avance d'argent, achat ou souscription de parts sociales et autres titres et achat de biens ou de services), indemnisation ou la fait de conserver indemniser contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou d'en être responsable, de l'endettement de toute autre personne;

3.7 D'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou personnel et tout droit ou privilège dessus;

3.8 De vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et disposer de tout bien immobilier ou personnel, et/ou de tout ou partie des établissements de la Société, pour une contrepartie que le gérant Unique ou le Conseil de Gérance

(selon le cas) considère approprié, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets (ensemble ou seul) similaires à ceux de la Société; détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 D'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, trustee ou autrement; (c) par voie ou à travers des trustees, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec d'autres personnes;

3.10 D'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Gérant Unique ou de Conseil de Gérance (selon le cas) accessoires ou concluantes pour la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou de l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans besoin d'autorisation en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à seize mille quatre cent quarante-trois dollars américains et soixante-quinze centimes (USD 16.443,75) représenté par un million six cent quarante-quatre mille trois cent soixante-quinze (1.644.375) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associés" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de la contribution et peut créditer les contributions à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par les Associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant contribué au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions sur le rachat d'actions propres dans la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société de celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles sauf pour raison de décès à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession à une assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles pour raison de décès à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant trois quarts des Parts Sociales détenues par les survivants ont accepté la cession ou que les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915 s'appliquent;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Administration.

8.1 La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est administrée à un moment par Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts par le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société est administrée de temps en temps par plus qu'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil" ou le "Conseil de Gérance") composé par un ou plusieurs gérant(s) A (le(s) "Gérant(s) A") et par un ou plusieurs gérant(s) B (le(s) "Gérant(s) B").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment pour toute cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un seul gérant, ou en cas de pluralité de Gérant le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts et qui seront décidées par les Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à lier la Société:

10.1 Si la Société est administrée par un gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de Gérants, par tout Gérant A agissant conjointement avec tout Gérant B;

10.3 Toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué conformément à l'Article 11.

11. Mandataire des gérants. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance pourront déléguer n'importe lesquels de leurs pouvoirs pour remplir des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et devront déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires et rémunération (si c'est le cas), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance devra nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonction en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tous autres équipements de communication à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputé être présent en personne à la réunion et devra être compté dans le quorum et sera autorisé à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement effectuées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signée par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si une telle figure n'est pas atteinte lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront convoquer ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de dispositions contraires, doit être passée par une majorité des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 La dissolution de la Société ou une résolution pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être adoptée conformément à la loi luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion des Associés en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Réunion des Associés en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une assemblée des Associés à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote par écrit.

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

14.2 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, au moins une assemblée générale annuelle doit être tenue en vertu de l'article 196 de la Loi de 1915 le dernier vendredi du mois de mars suivant.

15. Distribution sur parts sociales.

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance peut, le cas échéant, décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables par le(s) Associé(s).

16. Dissolution et Liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Réunion des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et Loi luxembourgeoise.

17.1 2.2 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) Un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statuts inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 On ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de confirmer que le conseil de gérance de la Société est composé de:

- Mme Ruth BRAND, senior relationship manager, née le 21 juillet 1954, à Sarnen, Suisse, et ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant A;

- M. Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur, né le 20 novembre 1976, à Nancy, France, ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant A; et

- Mme Lisa Marie LONGO, vice-présidente, née le 22 juin 1958 à New York, USA et ayant son adresse au 5 Glen Street, Unit 301, Greenwich, CT 06830, USA, en tant que Gérant B.

Frais et Acte notarié

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande de l'Associé Unique, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Dont acte, rédigé et préparé à Luxembourg, le jour mentionné au début de ce document.

Ce document ayant été lu à l'Associé Unique (ou, selon le cas à son mandataire), qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, l'Associé Unique (ou, selon le cas son mandataire) et le Notaire ont ensemble signé cet acte.

Signé: S. Henrard et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59662. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010814/680.

(110012276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 127.865.

In the year two thousand and ten,

on the tenth day of December,

before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole unitholder of JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 127 865 (the Company). The Company was incorporated on 18 April 2007 pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations – N° 1330 of 2 July 2007, p.63814. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 9 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations – N° 2156 of 4 November 2009.

There appeared

the sole unitholder of the Company being JPMorgan Greater Europe Opportunistic Property Fund (B) LP, a company having its registered office at 50 Lothian Road, Festival Square, Edinburgh EH3 9WJ, Scotland, registered with the Companies House under number SL006194, owner of all of the 125 (one hundred twenty-five) units of EUR 100 (one hundred Euro) each (the Sole Unitholder),

here represented by Me Olivier Too, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 7 December 2010.

The proxy from the appearing party, after having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party as well as by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Unitholder holds all the 124,676 (one hundred and twenty- four thousand six hundred and seventy-six) units, each unit having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) in the unit capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

(1) Waiver of the convening notices;

(2) Creation of class C units and class D units having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each;

(3) Increase of the unit capital of the Company by a nominal amount of EUR 2,001,400 (two million one thousand and four hundred Euro), by way of creation and issue of 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) class C units

and 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) class D units having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro);

(4) Subscription and payment to the unit capital increase specified under item 3. above by the sole unitholder of the Company, by way of a contribution in kind consisting of a receivable;

(5) Subsequent amendment to articles 5, 7 and 20 of the articles of association of the Company in order to reflect the points above;

(6) Amendment to the unit register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to the registration of the reclassified or newly issued units in the unit register of the Company; and

(7) Miscellaneous.

The Meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the unit capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Sole Unitholder represented at the Meeting considering himself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to him in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to create two (2) new classes of units of the Company, class C (Class C) and class D (Class D). The units of Class C (Class C Units) and the units of Class D (Class D Units) each unit have a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro).

Class C and Class D will each relate to a specific underlying investment. The Class C Units will be linked to the investment by the Company in a property located at 23, rue de l'Amiral d'Estaing, F 75016 Paris, France and the Class D Units will be linked to the investment by the Company in a property located at 7, rue Logelbach, F 75017 Paris, France.

The Meeting acknowledges that, as a consequence, article 5 of the Articles shall be amended, and will be amended accordingly further to the passing of the third resolution which is in connection with the unit capital increase of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the unit capital of the Company by an amount of EUR 2,001,400 (two million one thousand and four hundred Euro) in order to bring the unit capital of the Company from its current amount of EUR 12,467,600 (twelve million four hundred and sixty-seven thousand six hundred Euro) to EUR 14,469,000 (fourteen million four hundred and sixty-nine thousand Euro) by way of creation of 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) Class C Units and 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) Class D Units in the unit capital of the Company having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro).

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept the subscription to and full payment of the newly created 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) Class C Units and 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) Class D Units of the Company as follows:

Intervention – Subscription – Payment

The Sole Unitholder, hereby represented as stated above, declares to subscribe to 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) Class C Units and 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) Class D Units for a subscription price equal to EUR 100 (one hundred Euro) each and to pay them up in full by means of a contribution in kind consisting of receivable having an outstanding aggregate principal amount of EUR 2,001,400 (two million one thousand and four hundred Euro) (the Receivable).

The contribution in kind of the Receivable, which is made by the Sole Unitholder, shall be allocated to the nominal unit capital account of the Company.

The valuation of the Receivable contributed to the Company is supported by a certificate issued on 9 December 2010 on behalf of the board of managers of the Sole Unitholder (the Certificate) stating that, inter alia, (a) the amounts lent are outstanding, (b) that the Receivable is worth at least EUR 2,001,400 (two million one thousand and four hundred Euro), and (c) that the entire value of the Receivable shall be allocated to the subscription and payment of the units of the Company.

The said Certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party as well as by the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The units will then be held from now on as follows:

(i) 1 (one) Ordinary Unit of the Company held by the Sole Unitholder;

(ii) 124 (one hundred and twenty-four) Class A Units of the Company held by the Sole Unitholder;

(iii) 124,551 (one hundred and twenty-four thousand five hundred and fifty-one) Class B Units of the Company held by the Sole Unitholder;

(iv) 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) Class C units of the Company held by the Sole Unitholder; and

(v) 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) Class D units of the Company held by the Sole Unitholder.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above resolutions so that it shall henceforth read as follows:

Art. 5. Corporate Capital. "The Company's subscribed unit capital is fixed at EUR 14,469,000 (fourteen million four hundred and sixty-nine thousand Euro) represented by 1 (one) ordinary unit (the Ordinary Units), 124 (one hundred and twenty-four) units of class A (the Class A Units), 124,551 (one hundred and twenty-four thousand five hundred and fifty-one) units of class B (the Class B Units), 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) class C (the Class C Units) and 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) units of class D (the Class D Units), each unit of the Company (each a Unit, together the Units) having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro)."

The Meeting resolves to amend article 7 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

Art. 7. Distribution Right of Units.

"7.1 Class A Units, Class B Units, Class C Units and Class D Units shall be created in relation to a specific investment made by the Company (each an Investment, and together the Investments).

Class A Units are related to the investment in the property located in Langenfeld, Germany (the Investment A).

Class B Units are related to the investment in St George Retail Park property located in Leicester, UK (the Investment B).

Class C Units are related to the investment in the property located at 23, rue de l'Amiral d'Estaing, F 75016 Paris, France (the Investment C).

Class D Units are related to the investment in the property located at 7, rue Logelbach, F 75017 Paris, France (the Investment D).

Separate accounts of assets and liabilities shall be established in the accounting records of the Company, each in relation to a separate Investment (respectively the Class A Account in respect to holders of Class A Units, the Class B Account in respect to holders of Class B Units, the Class C Account in respect to holders of Class C Units and the Class D Account in respect of holders of Class D Units and collectively, the Accounts).

7.2 The unit capital of the Company may be reduced through the redemption and cancellation of all the Units issued in a certain class of Units.

7.3 In the event of a reduction of unit capital through the redemption and the cancellation of a class of Units, such class of Units gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (as such terms is defined below, and with the limitation however to the Total Cancellation Amount (as defined below) as determined by the general meeting of unitholders) and the holders of Units of the repurchased and cancelled class of Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Unit (as defined below) for each Unit of the relevant class held by them and cancelled. The Cancellation Value Per Unit shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Units in issue in the class of Units to be repurchased and cancelled.

The Available Amount for Class A Units shall be equal to (a) capital gain realised by the Company from the disposal of units in the Investment A and (b) liquidation proceeds received by the Company from the Investment A.

The Available Amount for Class B Units shall be equal to (a) capital gain realised by the Company from the disposal of units in the Investment B and (b) liquidation proceeds received by the Company from the Investment B.

The Available Amount for Class C Units shall be equal to (a) capital gain realised by the Company from the disposal of units in the Investment C and (b) liquidation proceeds received by the Company from the Investment C.

The Available Amount for Class D Units shall be equal to (a) capital gain realised by the Company from the disposal of units in the Investment D and (b) liquidation proceeds received by the Company from the Investment D.

7.4 The total cancellation amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of the unitholders or the sole unitholder (as the case may be) (the Total Cancellation Amount). The Total Cancellation Amount for each of the classes shall be the higher of the nominal value of the Units and the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the unitholders or the sole unitholder (as the case may be) in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

The cancellation value per unit shall be calculated by dividing (i) the Total Cancellation Amount to be applied to the Units to be repurchased and cancelled (ii) by the number of Units to be repurchased and cancelled (the Cancellation Value Per Unit).

7.5 Upon the repurchase and cancellation of the Units of the relevant class, the Cancellation Value Per Unit will become due and payable by the Company."

The Meeting resolves to amend article 20 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

Art. 20. Allocation and Distribution of the Profits.

"20.1 From the net profit of the Company, as determined in accordance with applicable laws and regulations, an amount equal to five per cent (5%) is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's unit capital.

20.2 The balance of the net profit may be distributed to the unitholder(s) in proportion to his/their unitholding in the Company and shall be allocated as follows:

- Holders of the Class A Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class A Account.
- Holders of the Class B Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class B Account.
- Holders of the Class C Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class C Account.
- Holders of the Class D Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class D Account.
- Holders of the Ordinary Units will be entitled to the distribution of profits that are not related to any Investments and are not shown in any of the Accounts.

20.3 Unit premium may be distributed by the general meeting of the unitholder(s) as follows:

- Holders of the Class A Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class A Account.
- Holders of the Class B Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class B Account.
- Holders of the Class C Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class C Account.
- Holders of the Class D Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class D Account.
- Holders of the Ordinary Units shall be entitled to receive distributions of unit premium that are not related to any Investments and are not shown in any of the Accounts.

20.4 To the extent that funds are available and to the extent permitted by applicable laws and regulations and by these Articles, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall propose the distribution of any distributable reserves and any profit carried forward.

Sixth resolution

The Meeting resolves to authorise and empower any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of (i) the reclassified and newly issued units of the Company as per the fourth and fifth resolutions above, and (ii) the creation of new classes of units of the Company as per the second and third resolutions above, in the unit register of the Company and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Estimates of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand five hundred euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix le dix décembre,

par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché du Luxembourg,

a été tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 6, route de Trèves L-2633 Senningerberg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127865 (la Société). La Société fut constituée le 18 avril 2007 suite à un acte notarié, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations N°1330 du 2 juillet 2007, p. 63814. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour

la dernière fois suite à un acte du notaire instrumentaire du 9 octobre 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations N°2156 du 4 novembre 2009.

A comparu

JPMorgan Greater Europe Opportunistic Property Fund (B) LP, une société ayant son siège social au 50 Lothian Road, Festival Square, Edinbourg EH3 9WJ, Ecosse, et immatriculée auprès du Commerce House sous le numéro SL 006194, détenteur des 124.676 (cent vingt-quatre mille six cent soixante-seize) parts sociales de la Société d'une valeur de 100 EUR (cent Euros) chacune (l'Associé Unique),

ci-après représentée par Me Olivier Too, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 décembre 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'ensemble des 124.676 (cent vingt-quatre mille six cent soixante-seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Création de parts sociales de catégorie C et de catégorie D ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 2.001.400 EUR (deux millions mille quatre cents Euros), par voie de l'émission de 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) parts sociales de catégorie C ayant valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune et 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) parts sociales de catégorie D ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune;

4. Souscription et paiement de l'augmentation de capital susmentionnée par l'Associé Unique au moyen d'un apport en nature consistant en une créance;

5. Modification consécutive des articles 5, 7 et 20 des statuts de la Société afin d'y refléter les changements intervenus aux points ci-dessus;

6. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société de procéder sous sa seule signature et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises; et

7. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de créer deux (2) nouvelles classes de parts sociales, la classe C (Classe C) et la classe D (Classe D). Les parts sociales de Classe C (Parts Sociales de Classe C) et les parts sociales de Classe D (Parts Sociales de Classe D) ont chacune une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros).

La Classe C et la Classe D correspondront chacune à un investissement sous-jacent. Les Parts Sociales de Classe C seront liées à l'investissement fait par la Société dans un immeuble situé au 23, rue de l'Amiral d'Estaing, F-75016 Paris, France, et les Parts Sociales de Classe D seront liées à l'investissement fait par la Société dans un immeuble situé au 7, rue Logelbach, F-75017 Paris, France.

L'Assemblée note qu'en conséquence l'article 5 des Statuts devra être modifié et sera modifié suite à la troisième résolution qui est liée à l'augmentation de capital de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 2.001.400 EUR (deux millions mille quatre cents Euros), afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de 12.467.600 EUR (douze millions quatre cent soixante-sept mille six cents Euros) à un montant de 14.469.000 EUR (quatorze millions quatre-cent soixante-neuf mille Euros), par voie de l'émission de 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune et 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) Parts Sociales de Classe D d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune au sein du capital social de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide en outre d'approuver la souscription à l'augmentation de capital et la libération des 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) nouvelles Parts Sociales de Classe C et 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) Parts Sociales de Classe D de la Société de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

L'Associé Unique, ci-après représenté tel que décrit ci-dessus, déclare souscrire à l'émission 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) Parts Sociales de Classe C et 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) Parts Sociales de Classe D pour un prix de souscription équivalant à 100 EUR (cent Euros) chacune et de les payer par le biais d'un apport en nature d'une créance d'un montant total de 2.001.400 EUR (deux millions mille quatre cents Euros) (la Créance).

L'apport en nature a été évalué conformément aux principes comptables généralement acceptés sera attribué au compte de capital social nominal de la Société.

L'évaluation de la Créance est attestée au moyen d'un certificat émis le 9 décembre 2010 au nom du conseil de gérance de l'Associé Unique (le Certificat) établissant inter alia (i) que les montants prêtés n'ont pas encore été remboursés, (ii) que la Créance vaut au moins 2.001.400 EUR (deux millions mille quatre cents Euros), et (c) que la valeur totale de la Créance sera allouée à la souscription et au paiement des parts sociales de la Société.

Un exemplaire du certificat susmentionné, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexé aux présentes pour être soumis en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Les parts sociales seront dorénavant détenues comme indiqué ci-dessous:

- (i) 1 (une) Part Sociale Ordinaire de la Société détenue par l'Associé Unique;
- (ii) 124 (cent vingt-quatre) Parts Sociales de Classe A de la Société détenues par l'Associé Unique;
- (iii) 124.551 (cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante-et-une) Parts Sociales de Classe B de la Société détenues par l'Associé Unique;
- (iv) 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) Parts Sociales de Classe C de la Société détenues par l'Associé Unique;
- (v) 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) Parts Sociales de Classe D de la Société détenues par l'Associé Unique).

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. Capital social. «Le capital social souscrit de la Société est fixé à la somme de 14.469.000 EUR (quatorze millions quatre-cent soixante-neuf mille Euros) représenté par 1 (une) part sociale ordinaire (la Part Sociale Ordinaire), 124 (cent vingt-quatre) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), 124.551 (cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante et une) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), 12.621 (douze mille six cent vingt-et-une) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C) et 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), chacune des parts sociales de la Société (chacune étant une Part Sociale, collectivement les Parts Sociales) ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros).»

L'Assemblée décide de modifier l'article 7 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

Art. 7. Droit de Distribution des Parts.

«7.1 Les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B sont créées et liées chacune à un investissement particulier effectué par la Société (chacun un Investissement, et ensemble les Investissements).

Les Parts Sociales de Classe A sont liées à l'investissement dans la propriété située à Langenfeld en Allemagne (l'Investissement A).

Les Parts Sociales de Classe B sont liées à l'investissement dans la propriété St George Retail Park située à Leicester au Royaume-Uni (l'Investissement B).

Les Parts Sociales de Classe C sont liées à l'investissement dans l'immeuble situé au 23, rue de l'Amiral d'Estaing, F-75016 Paris, France 7, rue Logelbach, F-75017 Paris, France (l'Investissement C).

Les Parts Sociales de Classe D sont liées à l'investissement dans l'immeuble situé au 7, rue Logelbach, F-75017 Paris, France (l'Investissement D).

Différents comptes d'actifs et de passif seront mis en places dans les comptes sociaux de la Société, chacun liés à un Investissement particulier (le Compte Classe A pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe A, le Compte Classe B pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe B, le Compte Classe C pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe C et le Compte Classe D pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe D et, collectivement, les Comptes).

7.2 Le capital social de la société peut être réduit par le rachat ou l'annulation de toutes les parts sociales d'une classe de parts sociales.

7.3 Si le capital social est réduit via le rachat et l'annulation d'une ou plusieurs classes de parts sociales, chacune de ces classes donne aux détenteurs des parts sociales en question (au pro rata du nombre d'actions détenues dans cette classe de parts sociales) droit au Montant Disponible (tel que défini ci-dessous et sous réserve de la limite du Montant d'Annulation Total (tel que défini ci-dessous) déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs des parts sociales de la classe de parts sociales rachetées et annulées recevront de la part de la Société une somme égale à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque part sociale de la classe de parts sociales pertinente détenue par eux et annulée. La Valeur d'Annulation par Part Sociale est calculée en divisant le Montant d'Annulation Total par le nombre de parts sociales émises dans la classe de Parts Sociales objet du rachat ou de l'annulation.

Le Montant Disponible pour les Parts Sociales de Classe A sera égal à (a) la plus-value réalisée par la Société par la vente des parts dans l'Investissement A et (b) au boni de liquidation reçu par la Société de l'Investissement A.

Le Montant Disponible pour les Parts Sociales de Classe B sera égal à (a) la plus-value réalisée par la Société par la vente des parts dans l'Investissement A et (b) au boni de liquidation reçu par la Société de l'Investissement B.

Le Montant Disponible pour les Parts Sociales de Classe C sera égal à (a) la plus-value réalisée par la Société par la vente des parts dans l'Investissement C et (b) au boni de liquidation reçu par la Société de l'Investissement C.

Le Montant Disponible pour les Parts Sociales de Classe D sera égal à (a) la plus-value réalisée par la Société par la vente des parts dans l'Investissement D et (b) au boni de liquidation reçu par la Société de l'Investissement D.

7.4 Le montant total d'annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance de la Société et approuvé par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique le cas échéant (le Montant d'Annulation Total). Le Montant d'Annulation Total pour chaque classe de parts sociales sera le montant le plus élevé entre la valeur nominal des parts sociales et le Montant Disponible au moment de l'annulation à moins que décidé autrement par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique le cas échéant dans les formes prévues pour la modification des Statuts, pourvu toutefois que le Montant d'Annulation Total ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

La valeur d'annulation par part sociale sera calculée en divisant (i) le Montant d'Annulation Total appliqué aux parts sociales qui seront rachetées ou annulées par (ii) le nombre de parts sociales qui seront rachetées ou annulées (la Valeur d'Annulation par Part Sociale).

7.5 Lors du rachat ou de l'annulation des parts d'une classe de parts sociales, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due par la Société et exigible.

L'Assemblée décide de modifier l'article 20 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

Art. 20. Affectation et Distribution des Bénéfices.

«20.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société, tel que fixé ou augmenté ou réduit, le cas échéant, conformément à l'article 5 ci-dessus. Ce prélèvement deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale tombe sous ce seuil de 10% (dix pour cent).

20.2 Le solde pourra être distribué aux associé(s) en proportion de leur détention de parts dans la Société et sera alloué de la manière suivante:

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe A.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe B auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe B.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe C.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe D.
- les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires auront droit aux montants correspondant aux résultat qui ne sont liés à aucun Investissement en particulier et qui ne figurent pas dans les Comptes.

20.3 La prime d'émission peut être distribuée aux associés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique de la manière suivante:

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe A.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe B auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe B.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe C.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe D.
- les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires auront droit aux montants correspondant à la prime d'émission qui n'est liée à aucun Investissement en particulier et qui ne figure pas dans les Comptes.

20.4 Dans la mesure où des fonds sont disponibles et où les Statuts et les différentes lois et règles applicables le permettent, le conseil de gérance pourra proposer la distribution de toute réserve distribuable et de tout résultat reporté.

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'autoriser et donner pouvoir à tout gérant de la Société pour procéder, au nom de la Société, à l'inscription (i) des parts sociales de la Société nouvellement émises et re-catégorisées en vertu des quatrième et cinquième résolutions ci-dessus, et (ii) à la création de nouvelles catégories de parts sociales de la Société en vertu des seconde et troisième résolutions ci-dessus au sein du registre des parts sociales de la Société et d'effectuer toutes les formalités qui y sont liées (y compris, pour éviter tout doute, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Estimation des frais

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à deux mille cinq cents euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: O. TOO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15824. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011012957/387.

(110015552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2011.

CLC Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.021.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

- Madame Carolina LOCKWOOD, administrateur, née à Perth (GB), le 8 mai 1960, demeurant à L-5431 Lenningen, 42, rue des Vignes, valablement représentée par Me Nicolas VANKER BOUVIER DE LAMOTTE, qualifié ci-après, en vertu d'une procuration signé en date du 2 décembre 2010 à Luxembourg.

- Monsieur Nicolas VANKER BOUVIER DE LAMOTTE, né à Stafford (GB), le 6 juin 1956, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal, Laquelle procuration sera signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant et restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Associés de la société CLC Associates S.à r.l., avec siège sociale à L2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu de Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 18 mai 1999, publié au Mémorial C numéro 599 en date du 5 août 1999.

Les comparants ont déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés détiennent toutes les cent (100) parts sociales émises dans la Société en pleine propriété de sorte que les décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants:

a) Décision de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

b) Désignation de Madame Carolina LOCKWOOD pré-qualifiée, en tant que liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur.

Après délibération, les associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation. Les associés ont noté que la Société continue d'exister pour les seuls besoins de sa liquidation.

Deuxième résolution

Les associés ont nommé Madame Carolina LOCKWOOD pré-qualifiée, en tant que liquidateur de la Société.

Les associés confèrent au liquidateur les pouvoirs les plus étendus, spécialement ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les associés autorisent par avance le liquidateur à accomplir les actes et conclure les contrats prévus à l'article 145 de la même loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associée Unique dans le cas où celle-ci est requise par la loi.

Le liquidateur est dispensé par les associés de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations ou contrats spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera.

Le liquidateur est autorisé, dans la mesure requise, de procéder au paiement de tous bonis de liquidation intérimaires tel qu'il estime opportun.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille quatre cents euros (1.400.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite à la partie comparante, connue du notaire par ses noms, prénom, état civil et demeure, la partie comparante a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: Vainker, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58541. Reçu douze euros (12,00 €)

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003023/54.

(110002657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Nyl S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9560 Wiltz, 21, rue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 20.256.

L'an deux mil dix, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «NYL S.A.», dont le siège social est à L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch, constituée suivant acte reçu en date du 3 mars 1983, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 77 de 1983,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 20.256.

L'assemblée est ouverte à 15.45 heures sous la présidence de Madame Murielle FROMONT, demeurant professionnellement à Doncols,

qui fait également office de scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Marie-Rose HARTMAN.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social à l'adresse suivante: 21, rue du X Septembre à L-9560 Wiltz.

2. Ratification de la démission du commissaire et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que cent pour cent (100%) du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable conformément à l'article 69 de la loi du 10 août 1915.

IV. Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent (100%) du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à L-9560 Wiltz, 21, rue du X Septembre et modifie en conséquence l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social est établi à Wiltz.»

Deuxième résolution

L'assemblée ratifie la démission de l'actuel commissaire aux comptes la société Fiduciaire Internationale SA avec effet au 21 décembre 2007, et nomme en ses lieu et place Monsieur Vincent Galle, domicilié rue du X Septembre 11, L-9560 Wiltz en qualité de Commissaire aux comptes pour une période de 6 ans allant jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an 2016. La nomination de Monsieur Gallé prend effet au jour des présentes.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 16.00 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire.

Signé: M. Fromont, M.-R. Hartman, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 3 décembre 2010 - WIL/2010/1025. Reçu soixante-quinze euros = 75,- €.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Wiltz, le 25 janvier 2011.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2011014790/54.

(110016651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2011.

All-Azimut-Azur, Société Civile.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg E 862.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 29 décembre 2010

Première résolution:

L'assemblée décide de révoquer Monsieur Henri Devys comme gérant de la société et de nommer Madame Michèle Devys, née le 6 juin 1963 à Uccle (B), demeurant à 72/51 avenue de la Réforme B-1083 Bruxelles, comme nouvelle gérante avec signature unique.

Deuxième résolution:

Suite au décès de Monsieur Henri Devys et sur base de l'attestation d'hérédité et de la cession des parts, il résulte que Madame Michèle Devys, prénommée, possède 99 des parts sociales et Madame Habets Jeannine, née à Ixelles le 22 août 1933, demeurant à B-1170 Watermael-Boitsfort, rue des Pecheries 79/38 possède 1 part sociale.

Luxembourg, le 29 décembre 2010.

Un mandataire

Référence de publication: 2011000597/18.

(110000455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2011.

SCI DL 2, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5752 Frisange, 7-11, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg E 3.146.

DISSOLUTION

L'an deux mil onze, le dix-huit janvier.

Par devant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange

A comparu:

Monsieur Paul DIEDERICH; comptable, demeurant à L-8422 Steinfort, 28, rue de Hobscheid, agissant au nom et pour compte de:

- Monsieur Tommaso LOPORCARO; gérant de sociétés, né le 17 février 1971 à Luxembourg, et
- Madame Rosaria D'ONOFRIO, salariée, née le 8 octobre 1970 à Luxembourg, les deux demeurant à L-8436 Steinfort, 16/18, rue de Kleinbettingen.

en vertu de deux procurations annexées au présent acte.

Ils sont les seuls associés de la société SCI DL 2, avec siège à L- 5752 Frisange, 7/11, rte de Luxembourg, (RCS Luxembourg E 3146), constituée suivant acte notarié du 23 mai 2006, publié au Mémorial C No 1540 du 11 août 2006, et demandent au notaire instrumentaire de constater la dissolution de la société avec effet rétroactif au 31 décembre 2010.

Les associés ont opéré d'ores et déjà la liquidation.

Ils accordent décharge au gérant. Tous éléments actifs ou passifs éventuels seront à charge des associés en proportion de leurs mises.

Nous Notaire avons acte de la liquidation et de la dissolution de la société avec effet rétroactif au 31 décembre 2010.

Les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au domicile de Monsieur Tommaso LOPORCARO.

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de neuf cent quatre-vingt-cinq euro.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite au mandataire, celui-ci a signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: DIEPERICH, D'HUART.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 25 janvier 2011. Relation: EAC/2011/1058. Reçu: soixante-quinze euros. EUR 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME

Pétange, le 27 janvier 2011.

Georges d'HUART.

Référence de publication: 2011017473/36.

(110020327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

Sienna S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 45.322.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 9 février 2011

Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Pour copie conforme

S. FEITLER / S. COLLETTE

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011034140/15.

(110036798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.
